

Développement durable, le ministère ne donne pas l'exemple

À peine un an après la création du mégaministère de Jean-Louis Borloo, la FGTE tire le signal d'alarme sur l'absence de dialogue social et le mal-être des agents.

Le 6 mars 2008, près de 10 000 agents du ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables (Medad), devenu depuis le ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (Meeddat), ont manifesté à Paris pour la défense des missions et des effectifs. « Cette mobilisation a été très forte pour un ministère qui compte 70 000 agents », explique Daniel Metrich, de la CE de la FGTE, en charge du suivi des fonctions publiques, d'autant plus que les agents d'exploitation de l'Équipement, traditionnellement les plus prompts à manifester, ont déjà quitté en nombre le ministère pour les conseils généraux suite à la décentralisation de 2004 (1).

Si Jean-Louis Borloo se veut rassurant en affirmant aux syndicats qu'il a reçu des assurances sur l'avenir des agents, le son de cloches est diamétralement opposé du côté de Matingon qui reste inflexible et rappelle qu'au Meeddat comme ailleurs un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ne sera pas remplacé. « Aujourd'hui, le dialogue social est proche de zéro », explique Hubert Lebreton, secrétaire général de l'Union des syndicats de l'Équipement à la FGTE.

Comment a-t-on pu en arriver là ?

Des problèmes qui ne datent pas d'hier

Dès la mise en place de la décentralisation de 2004, la FGTE avait demandé un cadrage général sur les missions et les personnels réunis en une seule entité très, voire trop, importante. Malheureusement, « la réponse de l'administration a pris la forme d'un cadrage par morceaux, ce qui fait qu'on se retrouve avec de nombreux trous dans la raquette », regrette Daniel Metrich. Et, en dépit des promesses de l'époque — « aucun agent n'en sera de sa poche » —, on constate de vraies pertes de pouvoir d'achat pour certains agents du fait de modifications de déroulement de carrière ou de nombreuses « mobilités dans l'intérêt du service », dont les conséquences financières pour les agents (notamment les frais de transport) n'ont pas été prises en compte.

Dès la prise de fonctions, éphémère, d'Alain Juppé en mai 2007, son premier acte avait été de supprimer sans concertation le logo de l'Équipement. « Cela fut vécu comme une attaque par des agents très attachés à l'identité de leur ministère », assure Daniel Metrich.

Un an après la création du mégaministère et un changement de ministre et d'intitulé plus tard, la situation laisse parfois l'administration centrale est totalement à l'arrêt dans l'attente des décrets régissant sa nouvelle organisation, la place de directeur des ressources humaines est vacante et le cabinet du ministre est toujours en cours de constitution. Conséquence pour les personnels, « on vit entre l'ancienne organisation, qui officiellement n'existe plus, et la nouvelle, qui n'est pas encore mise en place », résume Hubert Lebreton, en ajoutant « que tout cela se passe sur fond de RGPP, ce qui crée une ambiance très démoralisante pour les personnels. Sans parler des derniers projets de textes sur la mobilité et les parcours professionnels qui nous exposent à devenir des

fonctionnaires jetables ». Et ce n'est pas terminé puisque, avant même que le ministère soit en état de fonctionner, certaines décisions d'importance ont été entérinées, sans la moindre annonce de dialogue social. Ainsi, le ministère doit-il passer de plus de 35 directions d'administration centrale à cinq, tout en gérant des fusions de services déconcentrés au niveau régional (Dre, Diren, Drire) et départemental (DDE, DDAF), sans que les organisations syndicales aient la moindre garantie concernant l'accompagnement social de ces mutations.

Réduction massive des effectifs en vue

Avec la RGPP, le gouvernement affiche clairement l'objectif de réduire massivement les effectifs, ce qui inquiète les personnels en termes de missions et au détriment des conditions de travail. Est ainsi évoquée l'externalisation de certaines missions, comme la délivrance de permis de construire, sans que la question de l'avenir des agents chargés de ses missions soit clairement évoquée. Ou encore la mise en place d'agences avec une très grande autonomie de gestion des personnels sans préciser leur statut à terme. Enfin, le ministère est confronté au projet de texte « mobi-



Quelque 10 000 agents du "mégaministère" ont manifesté le 6 mars à Paris pour la défense des missions et des effectifs.

Medad ou Meeddat, késako ?

La création du Medad, puis du Meeddat provient de l'agglomération d'administrations et de services de différents ministères (Équipement, Environnement, délégation interministérielle à l'Aménagement du territoire et Finances) autour de cinq grands "pôles" : ressources, territoires et habitats ; énergie et climat ; prévention des risques ; infrastructures, transports et mer ; développement durable.

Ce ministère surdimensionné, découpé en quatre secrétariats d'État, regroupe plus de 80 000 agents de cultures et d'histoires très différentes.

lité et parcours professionnels" qui envisage, à l'issue d'un processus de réorientation, la mise en disponibilité sans traitement. « Inadmissible pour les personnels et la CFDT du Meeddat ! », concluent conjointement Daniel Metrich et Hubert Lebreton.

Nicolas Ballot

(1) 30 000 agents sont passés aux départements.

Mobilisation suivie pour les salaires dans le secteur informatique • La F3C (fédération Conseil, Communication, Culture), a mobilisé les salariés de la branche Syntec (bureaux d'étude, conseil, services informatiques...) le 12 juin, pour demander des revalorisations salariales collectives, une hausse des minima de branche et une vraie politique de formation. « La mobilisation a été significative, avec un accueil très positif des salariés », se félicite Ivan Béraud, secrétaire national à la fédération. Les rassemblements ont été nombreux en province, plusieurs délégations ont été reçues par les employeurs. Des arrêts de travail ont été observés, en particulier chez Capgemini.

Bataille pour les salaires au groupe Flammarion • Le 9 juin, à l'appel de la CFDT, près de 200 salariés de Flammarion, Casterman, J'ai lu, Delagrave et *Fluide glacial* ont réclamer une remise à plat de la question salariale dans l'entreprise. Sur le thème "Profits en hausse! Salaires en berne!", ils ont demandé avec force et bonne humeur des augmentations générales au niveau de l'inflation, une prime de 1 000 € pour les bons résultats 2007, le relèvement des barèmes conventionnels et des salaires d'embauche, un plan de revalorisation des bas salaires, des critères objectifs et négociés pour les augmentations individuelles... Pour la première grève de ce groupe, c'est une réussite.

La fédé des Services demande des mesures d'accompagnement pour les avoués • La fédération des Services dénonce la suppression de la profession d'avoué, annoncée par la garde des Sceaux au 1^{er} janvier 2010. Elle indique que cette décision touche « 235 offices, 444 avoués et 2 200 salariés » qui sont « mis devant le fait accompli. Aucune garantie de reclassement n'est assurée pour les salariés, si ce n'est un éventuel rattachement à la profession d'avocat ». Tout en relevant « une situation économique très confortable de la profession », la CFDT « demande plusieurs mesures d'accompagnement pour les salariés » et appelle ces derniers à se mobiliser pour « contraindre cette atteinte à leur droit au travail ».

Soutien de François Chérèque à l'Équipement en campagne

Le secrétaire général est venu soutenir les militants de l'ex-ministère de l'Équipement, qui préparent leurs élections sur fond de crise au sein de leur administration.

Jeudi 5 juin, à la Grande Arche de La Défense, siège du Meeddat (ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire). À trois semaines des élections professionnelles au sein du mégaministère de Jean-Louis Borloo, François Chérèque est venu rencontrer des militants certes motivés mais durement malmenés par leur administration de tutelle depuis déjà trop longtemps (SH n° 3174). D'entrée, le secrétaire général de la CFDT qui, le matin, avait rencontré une section sur le terrain (1), a précisé que la Confédération est consciente du fait que « le public est parfois nettement moins bon que le privé en matière de dialogue social et de conditions de travail ». Une précision qui a d'emblée tordu le cou aux inquiétudes de certains intervenants sur une éventuelle déconnection entre la Confédération et le terrain, notamment dans le public. « Je suis là pour vous écouter et me faire une idée de la réalité de vos conditions de travail », a ainsi martelé François Chérèque. Et c'est peu dire qu'il n'a pas été déçu tant les remontées des militants ont mis en lumière les lacunes, parfois

abyssales, de leur ministère qui entraînent des troubles psychosociaux, des problèmes économiques pour certains agents (lire le témoignage), le tout sur fond de graves dysfonctionnements managériaux et de RGPP à marche forcée sans dialogue social, ni même consultation.

La réforme de l'État oui, la RGPP non! La RGPP est en effet le principal sujet d'inquiétude des militants qui ont été nombreux à monter au créneau pour dénoncer, comme le dit Hubert Lebreton, secré-

qu'on est d'accord avec ce que propose actuellement le gouvernement qui a effectivement pour seul objectif de réduire les dépenses de l'État en réduisant le nombre de fonctionnaires. » Et le secrétaire général de conclure : « Attention à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain : la RGPP, comme beaucoup de réformes actuelles, a un grave déficit de sens et est anxiogène, mais cela ne doit pas occulter la nécessité de réforme. »

Joël Lecoq, secrétaire général de la FGTE, a conclu cette rencontre en espérant que ce type de rassemblement,



© Nicolas Baillet / Syndiheb. D.R.

Les militants de l'Équipement ont témoigné des lacunes de leur ministère tant sur le plan économique que social.

taire général de l'Union des syndicats de l'Équipement, « une RGPP qui ne donne aucun sens à la modernisation des missions du service public, dont le seul but, affiché et revendiqué par le gouvernement, est la réduction des effectifs ». Une analyse partagée par François Chérèque, qui a cependant tenu à mettre les choses au point : « Une réforme de l'État est indispensable dans notre pays, mais dire cela ne signifie absolument pas

qui regonfle le moral des militants, permette de faire parler des difficultés de l'Équipement dans les médias et favorise le vote CFDT le 26 juin.

Nicolas Baillet

(1) la section CFDT-Serif de la DDEA des Yvelines a présenté à François Chérèque les difficultés et les aberrations occasionnées par la fusion à marche forcée avec des directions du ministère de l'Agriculture.

Témoignage de Bernadette, de la DDE de l'Aveyron « 25 à 65 kilomètres de déplacements par jour »

« La suppression de subdivisions administratives de la Direction départementale de l'Équipement a entraîné des mutations imposées dans l'intérêt du service de 35 agents qui se voient désormais contraints à des trajets domicile-travail de 25 à 65 kilomètres par jour. Ces déplacements occasionnent, outre des frais de carburant et de restauration, des amplitudes journalières

plus importantes ainsi que des risques routiers. Le tout sans aucune garantie de compensation salariale si ce n'est une indemnité de mobilité insuffisante au regard des frais réels engagés par les personnels. Sans oublier que, dans certains cas, ces personnels sont contraints, faute de place dans les services qui les accueillent, de travailler dans des bâtiments Algeco. »